



Accuser les agents plutôt que de faire face au problème, encore une fois !



Vous aurez tous reçu, le 19 août, le merveilleux mail de notre directeur régional par interim. Si, si, celui qui vous rappelle les "bons gestes cyber à suivre pour lutter contre ces intrusions" suite à "plusieurs fuites de données" qui ont récemment touché la DGFIP.

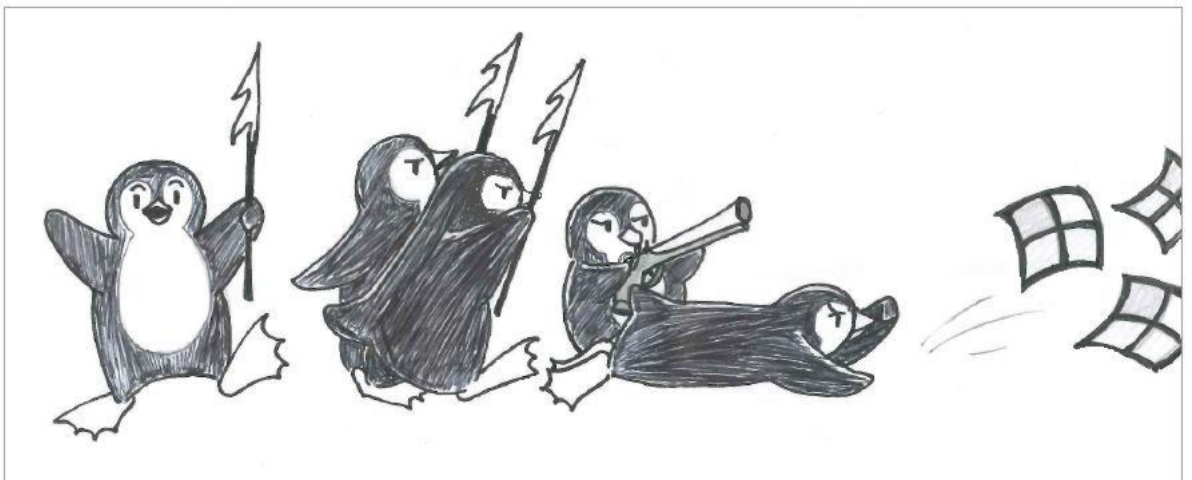
Passons sur le ton paternaliste qui nous prend, encore une fois, pour des enfants de cinq ans emplis de malveillance. Pour rappel au meilleur (temporairement)

d'entre nous, les précédentes fuites de données massives qui ont eu lieu à la DGFIP ont eu pour cause soit une attaque extérieure, soit un accès par une administration autre que la DGFIP. L'accès

n'a pas été fait par un agent de la DGFIP mais depuis l'extérieur. Plutôt que de prendre d'héroïques postures et de s'acharner sur ces derniers, peut-être serait-il temps de vous attaquer aux réels problèmes de cybersécurité ?

Pourquoi est-il même possible de faire des dizaines de milliers de requêtes en quelques minutes ? Soyons sérieux, aucun agent, même le plus zélé, ne fera plus de cent, quelques centaines si vous voulez être extrême, requêtes dans nos logiciels en une journée. Eh bien, bloquez donc les requêtes excédentaires. Une machine ou un compte fait cent requêtes en deux minutes ? Bim, bloqué et signalement automatique aux équipes de cybersécurité.

Pourquoi n'a-t-on pas encore de double authentification ? Une carte qui permet d'accéder aux locaux, de pointer et se branche ensuite sur l'ordinateur est quelque chose qui existe déjà et est très utilisé. De là, vous



rajoutez un mot de passe en plus de la carte, et il devient nécessaire de trouver un identifiant, pirater un mot de passe ET de voler cette carte pour accéder aux logiciels.

Pourquoi les équipes dédiées à la sécurité informatique sont-elles aussi pitoyablement peu pourvues en effectifs au vu de l'enjeu massif, de seulement quelques centaines d'agents ? La cybersécurité ne se fait pas toute seule. Les services qui s'en chargent doivent être solides et pouvoir réagir rapidement aux menaces présentes et futures.

Pourquoi tourne-t-on encore sous Windows, qui est un véritable emmental de sécurité, empli de trous permettant à des pirates ou des gouvernements étrangers de rentrer dans les machines ? La gendarmerie nationale est passée sous un Linux personnalisé depuis des décennies. S'ils en sont capables, la DGFIP en est capable aussi. On croit en vous, messieurs

les directeurs. On sait que beaucoup d'entre vous ont du mal à ne plus utiliser Excel et passer à LibreOffice, mais vous arriverez aussi à passer à Linux, promis.

Mais vous savez ce qui est le plus frustrant et problématique, dans cette histoire ? Ces quelques propositions ci-dessus, qui relèvent du bon sens... la Cigogne est prête à parier que nos experts en cybersécurité, nos agents informatiques, l'ont déjà dit et redit depuis des années. Ne nous prenez pas pour des idiots. Le problème ne vient pas des agents.

Le problème vient de protocoles périmés, de machines vieillissantes, de logiciels et systèmes d'exploitation emplis de failles. Laissez donc les agents tranquilles et faites votre travail de directeurs, à commencer par la dépense de l'argent nécessaire à la sécurisation des données de l'État.

La fin des vacances ?

Les congés d'été se terminent. Si toute bonne chose à une fin, nous sommes heureux d'avoir pu souffler, de se retrouver en famille ou entre amis. Bref de vivre un bon moment et de se reposer. La Cigogne rappelle que le droit aux congés que nous connaissons a fait l'objet de luttes, de luttes qui ne se sont pas terminées gentiment après un jour de grève, de luttes qui ont souvent été difficiles. Bref, il ne s'agit pas d'un droit aux congés qui est tombé du ciel.

Notre droit à des congés est le résultat de plusieurs moments charnières de notre histoire sociale, dont celui du mouvement de grève de mai 1936 dont nous fêtons les 90 ans cette année.

Un droit à des congés qu'il faut défendre collectivement face à l'adversité. Il nous est régulièrement rappelé dans la presse détenue par les capitalistes qu'ailleurs d'autres travailleurs ont moins de congés, travaillent plus

longtemps, ... bref que la concurrence est rude et qu'il faudra bien faire des compromis pour garder notre emploi, donc notamment revoir la durée des congés.

Car ce conquies social ne satisfait pas tout le monde. Surtout pas le monde capitaliste qui voudrait bien nous voir travailler plus, ... et pas toujours pour gagner plus. La ritournelle est connue.

Pourtant, les profits des grands propriétaires augmentent année après année. Le CAC 40 se porte toujours bien. La crise et le serrage de ceinture n'est donc pas pour tout le monde. Alors pour éviter la fin des congés salariaux, reprenons les choses en main.

Il faut donc toujours défendre ce droit salarial gagné de haute lutte. La CGT sera dans ce combat. Et vous ?

Manager sans ménager

À la DGFIP, le management a le vent en poupe en 2026, le catalogue des formations proposées en atteste : les cadres ont désormais accès, sans repasser par la case ENFiP, à une multitude de formations sur le sujet. Des formations qui doivent préparer le « manager » à bien gérer une équipe de travail en maniant les préceptes de motivation et de gratification afin de remplir les objectifs de rentabilité et de performance. Voici pour la théorie. Le management de terrain peut être « légèrement » différent, blessant, voire meurtrier, à la DGFIP. Notamment lorsque l'application d'objectifs irréalistes est associée à un management « rude » dans un service, entraînant de fortes tensions et la détérioration des conditions de travail des d'agents (cf le management « toxique »).

Car la vague de mal-être au travail, de burn-out et de suicides que connaît actuellement notre direction est le résultat de transformations à la hussarde appliquées depuis plus de dix ans dans l'organisation et les méthodes de travail. Alors, en réponse à ces cris de détresse, en solution ultime, nos têtes pensantes proposent des formations aux managers.

Des formations de management peuvent-elles compenser la disparition de 30 % de notre effectif ? Faire face à la multiplication des objectifs à remplir ?

Remédier à la souffrance au travail d'un nombre grandissant d'agents ?

Quel sera l'effet de ces formations dans des services qui ont vu leurs effectifs fondre comme neige au soleil et dont les agents vont mal ? Peut-on seulement rêver qu'elles auront des effets positifs sur les conditions de travail ? Au mieux, ce sera un pansement sur une jambe de bois.

Selon la com' directionnelle, la délégation de responsabilité fait du

manager un rouage « essentiel » de la machine DGFIP. Les fiches de postes des managers sont claires sur les résultats à atteindre. Hélas, si le cadre n'arrive pas à remplir ses objectifs, on lui explique que c'est de sa faute. « Vous avez bien une apprentie et un contractuel qui peuvent remplacer les 5 agents qui ont quitté le service l'année dernière ? ». Une situation difficilement vécue par l'encadrant dont on attend qu'il soit irréprochable et que les objectifs qui lui ont été assignés soient toujours remplis, « quoi qu'il en coûte ». Même si les conséquences sur l'état des « ressources humaines », utilisables et jetables, peuvent être dramatiques. Un mal-être et une pression grandissante qui peut être mal vécue par les managers et qui entraîne dans leurs rangs, outre l'arrêt maladie, parfois la démission.

Pour la CGT, la solution à la gestion du personnel d'un service qui a vu disparaître près de 30 % de son effectif et/ou en souffrance ne peut se limiter à des formations de management si les méthodes de travail et les objectifs assignés ne sont pas modifiés en profondeur. La CGT revendique toujours et encore le recrutement de fonctionnaires à hauteur des missions de service public qui nous sont dévolues afin que les agents puissent travailler dans des conditions acceptables.



Grâce à nos nouvelles méthodes, les agents travaillent au moins 2x plus vite !

De l'utilité d'une grève

Lorsqu'on décide de s'investir dans le syndicalisme, une chose arrive très rapidement : les mauvaises langues. Il y a ceux qui s'imaginent qu'on passe nos absences syndicales à boire des pintes en comptant les moutons, celles qui soupirent que de toutes manières ça ne sert à rien et il y a les enquêteurs Facebook qui, après avoir retrouvé une photo de 2017, affirment que nous faisons des plongeurs à la piscine avec l'argent public. Nous invitons chaque personne à venir découvrir elle-même le fonctionnement interne de la CGT et découvrir ô miracle, que notre syndicat est financièrement autonome, et que notre section 67 fonctionne sans un seul centime d'argent public.

Mais il est un autre sujet que nous allons aborder ici-même : la fameuse utilité des jours de grève.

La Corée du Sud, pays pourtant reconnu pour sa violence oppressive envers les mouvements syndicaux, a récemment été la preuve brillante de cette utilité. Après la menace par les salariés d'une grève de 18 jours pour bloquer Samsung

(qui représente 12,5 % du PIB national) et l'intervention du président du pays, les 78 000 travailleurs ont obtenu chacun une prime de 290 000 € (509 millions de Wons), ainsi qu'une augmentation de 6,2 % du salaire.

Donc oui, la grève fonctionne, la grève est utile et surtout les salariés peuvent être récompensés. Les oiseaux de mauvais augure hurleront leur discours mortifère habituel, nous sommes endettés, nous sommes en déficit, nous courons vers la ruine. Toutefois chaque coupe, chaque serrage de ceinture, chaque perte de pouvoir d'achat ne s'est jamais transformée, ne serait-ce qu'une seule fois, en une amélioration des deniers publics.

Par contre, ce qui rend les grèves inutiles, c'est l'abandon des travailleuses et des travailleurs, la renonciation à nos droits pour n'accepter que nos devoirs. Une meilleure situation financière c'est plus de motivation, plus d'investissement, un moral supérieur, des dépenses non contraintes et le respect de notre fonction. La solution serait peut-être de perdre un peu pour gagner énormément ...

JE ME SYNDIQUE à la
CGT Finances Publiques

Nom : Prénom :

Grade : Indice :

Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat
par l'intermédiaire du
correspondant

ou au secrétaire :

Gilles STREICHER

PCRP Strasbourg

10 RUE SIMONIS, 67100 STRASBOURG

Tél : 03 90 41 20 07 ou (0049) 176 7666 49 43

